

Le prix minimum par unité d'alcool pour réduire les dommages liés à l'alcool

Une mesure efficace et économique

Le prix minimum par unité d'alcool instaure un prix en dessous duquel une unité d'alcool ne peut être vendue, indépendamment du type d'alcool. Les économistes s'accordent sur l'efficacité d'un prix de 50 centimes pour 10g d'alcool pur, hors inflation. N'étant pas une taxe supplémentaire, le prix minimum par unité d'alcool aura un effet sur les alcools les moins chers qui sont pour la grande majorité des vins importés en vrac issus d'autres pays producteurs.

Cette mesure doit être soutenue par une politique globale de réduction des risques et des dommages liés à l'alcool. Ses effets seraient multiples :

- Le prix minimum par unité d'alcool mettrait fin aux alcools à prix cassés, les plus consommés par les consommateurs excessifs.
- Les consommateurs excessifs diminueraient leur consommation d'alcool.
- Il y aurait une diminution de la mortalité par cancer et une amélioration de l'espérance de vie en bonne santé.
- Les dépenses de santé seraient amoindries
- Les profits des alcooliers augmenteraient.

Prix de l'alcool, où en sommes-nous ?

L'addiction est une partie intégrante du modèle économique de l'industrie

Selon Santé publique France, 30% des adultes de 18 à 75 ans consomment 90% de l'alcool vendu en France. 8% en consomment la moitié. **Ces données suggèrent que le chiffre d'affaires actuel de l'industrie de l'alcool repose essentiellement sur la consommation excessive.**

Ce modèle économique n'est pas compatible avec les objectifs de santé publique en matière de lutte contre les cancers et contre les maladies non-transmissibles, dont le risque de survenue est corrélé à toute consommation, même faible, même si l'incidence des maladies augmente avec la quantité et la fréquence de consommation¹. Pour rappel, voici l'équivalent d'une unité d'alcool :

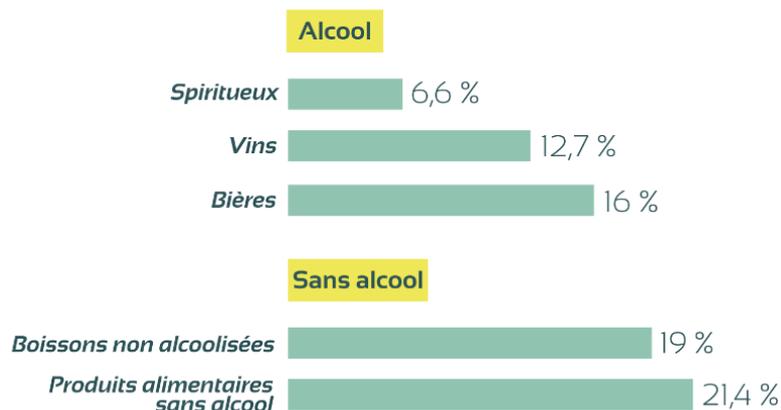


¹ Global burden of cancer in 2020 attributable to alcohol consumption: a population-based study, Harriet Runggay and al, Juillet 2021



En parallèle, nous constatons que le prix des alcools n'augmente pas au même rythme que les autres denrées alimentaires :

AUGMENTATION DES PRIX ENTRE JUIN 2021 ET JUIN 2023 (Insee)



La fiscalité actuelle est illisible pour le grand public

De plus, la fiscalité actuelle sur les alcools ne répond à aucune logique économique et de santé publique selon la Cour des Comptes. On peut considérer que sa complexité, construite au fil des décennies, traduit davantage le poids des différents groupes d'intérêts qu'une logique de santé publique².

Par ailleurs, cette incohérence nuit à la compréhension du citoyen, qui fait face à des informations diverses et divergentes sur les taxes dans une période où le consentement à l'impôt est fragilisé. Une réforme du prix de l'alcool, avec un prix minimum par unité d'alcool, constituera une mesure plus lisible pour le consommateur, donc plus facilement débattue.

Le consommateur verra simplement que l'alcool, qui n'est pas un produit anodin pour la santé, ne pourra plus être mis en vente à prix cassés car le prix a une influence importante sur les comportements des consommateurs, notamment les jeunes et les consommateurs excessifs.

La consommation élevée d'alcool légitime le prix à l'unité d'alcool

22% des Français dépassent les repères de consommation à moindre risque selon Santé publique France, et la France est le 8^e pays le plus consommateur d'alcool au sein de l'OCDE.

Dès lors, il convient d'adopter une politique de prix qui permet de protéger la santé de la population et de réduire les dépenses de santé de l'État, tout en assurant une viabilité économique pour le secteur de l'alcool.

² Voir les rapports de l'Observatoire des pratiques des lobbies de l'alcool d'Addictions France



Les effets du prix minimum par unité d'alcool

Effets bénéfiques sur la santé des populations

La mise en place du prix minimum par unité d'alcool aura surtout **une incidence sur les consommateurs excessifs d'alcool**. C'est le constat dressé dans les pays ayant adopté une politique de prix minimum par unité d'alcool. Si en Ecosse comme aux Pays de Galles, la vente d'alcool a chuté d'environ 7-8% au global suite à la mise en œuvre du « Minimum unit price », ce sont principalement les consommateurs les plus à risques qui ont réduit de la consommation d'alcool.

Ainsi, deux ans après l'adoption du « MUP » écossais, une réduction de 13,4% du nombre de décès directement liés à la consommation d'alcool a été constatée. **Ces gains en santé s'expliquent par la diminution des ventes d'alcool et la réduction de la consommation des gros consommateurs d'alcool.**

En France, une politique de prix minimum réduirait la mortalité par cancer attribuable à la consommation d'alcool de 22%. L'OCDE confirme aussi des gains en matière d'espérance de vie en bonne santé.

Soulignons que la mesure ne s'inscrit pas dans une logique de diminution drastique de la consommation d'alcool au sein de la population.

Selon une étude menée en Angleterre, le prix minimum par unité d'alcool impacte peu la consommation des personnes qui respectent les repères de consommation à moindres risques anglais (seuil de 14 verres par semaine). On estime que celles-ci diminueraient seulement leur consommation de 21 g d'éthanol par an, l'équivalent de 2 verres de vin.

Effets bénéfiques pour les finances publiques

Une amélioration de la santé des populations se traduit, sur le long-terme notamment, à des économies réalisées par les finances publiques sur les dépenses en santé alors que le coût social de l'alcool s'élève à 102 milliards d'euros par an, dont plus de 3 milliards de coûts directs pour les finances publiques.

- 237 millions d'euros par an : c'est ce que les Français économiseraient, à l'horizon 2050 avec la réduction des dépenses de santé.
- 9€ par an : c'est ce que chaque Français gagnerait grâce au prix minimum. Les coûts liés à la perte de productivité étant inclus dans le calcul du coût social de l'alcool, l'OCDE a modélisé l'impact d'une telle mesure sur l'absentéisme au travail, le présentisme, le départ en préretraite, et le chômage. Il en résulte que les politiques de prix de l'alcool permettent de gagner en productivité. Celle-ci se traduit en gains pour la population.



Effets bénéfiques sur le secteur de l'alcool

Même si la consommation globale d'alcool des ménages sera réduite, **les recettes des alcooliers ne seront pas affectées par l'instauration du prix minimum par unité d'alcool** parce que la baisse des consommations en volume sera compensée par l'augmentation des marges. En effet, le prix des alcools va augmenter sans création d'une nouvelle taxe. De fait, aucune bouteille ne pourrait être vendue à prix inférieur à 3,50€. Rien ne montre non plus que les achats transfrontaliers augmenteraient.

Les producteurs d'alcool bénéficieront de cette politique, notamment les indépendants et les petits producteurs. Seuls les grands industriels des vins tranquilles et d'entrée de gamme verraient leurs bénéfices diminuer.

En moyenne, l'augmentation sera de :

- 48,8 % pour les vins tranquilles
- 11,5 % pour les bières
- 11,2 % pour les apéritifs
- 6,9 % pour les alcools de plus de 18°
- 6,3 % pour les vins pétillants

Il s'agit d'estimations moyennes qui ne reflètent pas l'évolution des prix de tous les produits car certaines gammes seront plus impactées que d'autres.

Les vins d'entrée de gamme subiront les hausses des prix, alors que les vins de qualité et les spiritueux ne seront pas concernés.

En effet, les produits fabriqués de manière industrielle ont un coût de production plus faible que les produits de luxe ou artisanaux, ce qui se répercute sur le prix de vente au consommateur. Ainsi, le prix d'un litre de bière Heineken est bien plus faible que le prix d'un litre de bière artisanale. De la même manière, les vins du groupe industriel Castel sont le plus souvent vendus à un prix inférieur aux vins issus de productions milieu et haut de gamme.

Les alcools dont les prix de vente sont aujourd'hui supérieurs au prix minimum par unité d'alcool ne seront pas impactés. A titre d'exemple, avec le prix minimum par unité d'alcool, une bouteille de vin à 12° serait vendue à 3.5€ minimum hors inflation.



Promotion pour du rosé Pamplemousse Di'vin

Taxe ou prix minimum : quel choix de politique publique ?

Les taxes de l'alcool sont nécessaires face aux dépenses de santé

Le prix minimum n'a pas vocation à se substituer aux taxes déjà en vigueur : selon l'OMS, une politique de prix mêlant prix minimum par unité d'alcool et taxes permet d'engendrer les meilleurs résultats en matière de santé, tant pour les consommateurs que pour les finances publiques. En effet, les taxes restent importantes pour pallier aux dépenses de santé engendrées par la consommation d'alcool s'élevant à 3,3 milliards d'euros annuels pour les finances publiques (chiffre sous-estimé³).

³ Cour des Comptes, « Les politiques de lutte contre les consommations nocives d'alcool », 2016



Trouver l'équilibre entre taxation et instauration du prix minimum

Harmoniser la fiscalité actuelle de l'alcool, pour qu'elle s'applique à tous les alcools, est un premier pas nécessaire. Mais réformer uniquement les taux de taxation de l'alcool sans jamais agir sur un prix minimum par unité d'alcool peut avoir des effets pervers ou être moins accepté par la population :

- Si une réforme fiscale aboutit à une taxation trop faible, les alcooliers pourront jouer sur les prix et les consommateurs substitueraient une consommation de vin et de bière par une consommation de spiritueux. Elle risque d'aboutir à une augmentation de la consommation globale d'alcool.
- Si la taxation est très forte et progressive⁴, et vise à compenser les fortes dépenses de santé engendrées par l'alcool, il y aura certes une forte diminution de la consommation d'alcool et des gains en santé non négligeables. Mais ce type de taxe risque de créer le plus de résistance au sein de la population sur le court terme⁵.

Dès lors, le prix minimum par unité d'alcool apparaît comme le choix le plus judicieux en matière de politique des prix de l'alcool, afin de concentrer l'action sur les alcools bas de gamme, bon marché, et diminuer ainsi les dommages causés par la consommation excessive d'alcool.

Cependant, l'instauration d'un prix minimum n'exonère pas, pour la France, d'une réflexion sur la fiscalité générale des boissons alcooliques et de son impact sur la santé. Pour rappel, selon l'Observatoire Français des Drogues et des Tendances addictives, les taxes sur l'alcool ne couvrent pas la moitié des dépenses engendrées par l'alcool.

Des mesures de prévention complémentaires pour favoriser l'acceptabilité de la politique de prix

L'alcool, dans certains pays, est très cher en comparaison aux autres denrées. C'est le cas de certains pays d'Europe du Nord. Cette politique de prix est globalement acceptée dans cette région pour une raison fondamentale : les risques de la consommation d'alcool sont connus et cette connaissance répandue au sein de la population a favorisé des politiques menant à des niveaux de consommation plus bas que le reste de l'Europe⁶.

L'information des citoyens sur les risques de la consommation d'alcool est à entreprendre en parallèle d'une réforme des prix de l'alcool. Aujourd'hui en France, près d'un quart de la population pense que consommer du vin protège la santé et 38% pensent que les risques pour la santé sont décuplés par les alcools dits « forts », alors que seule la teneur en alcool et la quantité ingérée importe en matière de santé, qu'il s'agisse de bière, de vin ou de spiritueux⁷.

⁴ Une taxe progressive vise à taxer de plus en plus fortement la teneur en alcool. Les degrés entre 0 et 5 seraient taxés à un certain tarif. Ce tarif augmentera pour les degrés 5 à 10, et ainsi de suite. Cette forme de taxation est similaire à ce qui existe aujourd'hui pour la taxation de la quantité des sucres ajoutés dans les sodas.

⁵ Adoptant une perspective utilitariste du bien être, F. Etilé, dans son rapport de 2022, « reconnaît que certains comportements, même néfastes pour la santé à long-terme, présentent des bénéfices pour des individus rationnels » sur le court-terme, tout en affirmant qu'aucune consommation d'alcool n'est bénéfique pour la santé.

⁶ OMS, « La méthode nordique pour réduire la consommation d'alcool : monopoles sur l'alcool, interdiction du marketing et taxes plus élevées », 30/06/23

⁷ Il s'agit des résultats d'une étude de l'Institut nationale contre le cancer parue en janvier 2023



Certaines mesures de prévention et d'information doivent accompagner la mise en place d'un prix minimum par unité d'alcool pour favoriser l'adhésion des citoyens :

- La mise en place de campagnes massives de prévention, indépendantes des intérêts privés ;
- Le financement pérenne de la prévention pour les associations dont l'objet est de promouvoir la santé, afin de déployer des programmes auprès des publics vulnérables ;
- La mise en place d'un étiquetage des ingrédients, des valeurs nutritionnelles et de la présence potentielle de pesticides sur les bouteilles d'alcool ;
- L'interdiction de la publicité en faveur de l'alcool par les influenceurs, pour éviter l'attrait de la consommation d'alcool chez les plus jeunes.

Les propositions présentées ci-dessus tiennent compte de différentes études portant sur les effets des politiques de prix de l'alcool :

*Cour des Comptes, « Les politiques de lutte contre les consommations nocives d'alcool », 2016
Fabrice Etilé pour l'INCA et la Mildeca, « Effets économiques et épidémiologiques de politiques de prix des boissons alcoolisées », 2022*

OCDE, « Rapport final sur le modèle international de simulation des politiques de lutte contre la consommation nocive d'alcool »

OMS Europe, « The potential value of minimum pricing for protecting lives », 2022. Ce document est une méta-analyse qui reprend des études menées dans les pays ayant mis en place le « MUP » et les données officielles de différentes agences de santé publique en Europe.